



DIGNITÉ, RESPECT, COMBATIVITÉ

À quelques jours d'intervalle, un second cheminot, militant syndical CGT, a mis fin à ses jours. Cet acte, qui provoque une vive émotion, traduit un accroissement de la tension entre les cheminots et la politique d'entreprise.

Avec des objectifs financiers drastiques, issus de la réforme ferroviaire et de ses propres ambitions de développement externe, la Direction SNCF fait exploser les restructurations depuis quelques mois : Équipement Agent Seul, Établissements Services Spécialisés par activité, filialisation type « Transkeo », équipes composites à l'Équipement, sous-traitance privée, « petits collectifs », fermeture d'ateliers au Matériel, etc.

Cela est doublé d'une pénurie d'emploi entretenue par le non-remplacement des départs en retraite, le recours massif aux contrats précaires et autres stratégies de mobilité contrainte.

Cette pression assumée, qui est imposée aux cheminots, provoque des réactions qui vont du mécontentement individuel à la mobilisation syndicale structurée.

Mais au lieu de tenir compte de ces réactions, d'écouter les critiques et les contre-propositions des cheminots et de la CGT, la Direction choisit le passage en force, ce qui aggrave encore le malaise.

Certains managers, confrontés eux-mêmes à la pression des objectifs, à la faiblesse grandissante de leurs marges de manœuvre et à cette hostilité des cheminots provoquée par la politique d'entreprise, savent prendre du recul et tentent d'apaiser les tensions.

D'autres, au contraire, rentrent dans une véritable croisade personnelle d'acharnement contre les cheminots les plus revendicatifs.

Ils sont d'autant plus décomplexés que la Direction stigmatise les oppositions à sa stratégie et développe une véritable violence dans sa politique sociale.

Par exemple, des cheminots se voient informés par courrier que leur poste est supprimé et qu'ils doivent se trouver eux-mêmes un emploi avant la date fatidique, avec parfois la menace de changer de région. Des centaines d'entre eux sont cantonnés dans les EME sans perspective réelle.

Par ailleurs, le recours à la révocation est devenu habituel. Cette sanction ultime, qui ne devrait intervenir que dans des cas extrêmes, est désormais utilisée comme une méthode de régulation des problèmes, sans même tenir compte de la situation sanitaire et sociale des cheminots qui en sont victimes.

La Direction SNCF veut imposer la résignation des cheminots en prévision de nouvelles attaques historiques. Ainsi, sous couvert de l'UTP, elle s'est récemment lancé dans un militantisme vigoureux en faveur de l'ouverture à la concurrence des TER, la restriction du droit de grève et du droit de retrait, et 68 autres propositions qu'elle a adressées aux candidats à l'élection présidentielle.

La Fédération CGT des cheminots appelle la Direction à stopper sa politique de casse.

Elle appelle l'ensemble des cheminots à s'organiser dans les syndicats CGT pour ne laisser aucun collègue dans la détresse individuelle et pour lutter encore plus contre la destruction de l'entreprise publique et du service public ferroviaire.

Elle exige la tenue d'une table-ronde nationale pour prendre des mesures rapides afin d'améliorer la situation sanitaire et sociale des cheminots.